GRÈCE

Le coup d'état de l'Union Européenne

1. **Ce week-end, un coup terrible a été porté à la démocratie par les dirigeants de l'Union Européenne** : le couteau sous la gorge, la Grèce a été contrainte de signer un accord dont le 1er Ministre, Alexis Tsipras, affirme qu'il ne sortira pas la Grèce de la crise, bien au contraire.

2. Cet accord prévoit la **poursuite et l'aggravation d'une politique d'austérité** qui a déjà mis le pays à genou. Dans cet accord, il s'agit avant tout de satisfaire les appétits de la finance et du grand capital : ainsi le groupe Vinci vient illico de candidater pour le rachat de 14 aéroports grecs privatisés…

3. En réalité, **les dirigeants de l'Union européenne n'ont jamais eu la volonté de négocier avec la Grèce**, mais au contraire, de faire plier un gouvernement qui tente de mettre en œuvre une autre politique, de **briser tout espoir d'alternative.**

4. Certes, une bataille vient d'être perdue. Le coup porté est rude, mais la lutte ne fait que commencer. **Le peuple grec, par son esprit de résistance et le gouvernement Syriza par sa ténacité ont semé une graine, celle de l'espoir**, qui peut germer demain à travers l'Europe tout entière.

SUIVEZ L'ACTU SUR TWITTER :

@pcf_monde
@pcf_gironde
@cnpcf
#ThisACoup

PCF Parti communiste français ★ FRONT DE GAUCHE

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE - Imprimerie Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud Ouest

Sénat : vote sur le plan d'aide à la Grèce

extrait de l'intervention de Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du PCF

« Nous abordons ce vote crucial, toujours sous le choc, et certains que le coup porté ce week-end à la démocratie marquera durablement les esprits et les relations entre pays européens. Trois sentiments nous animent :

Je salue le peuple grec digne et libre. Je salue Alexis Tsipras dont le courage et la responsabilité politique sont exemplaires.

Le second sentiment, c'est la colère contre la violence de dirigeants de l'UE, au premier rang desquels Angela Merkel et Wolfgang Schaüble. Ils viennent de montrer quels intérêts ils défendent. Qu'un peuple se lève contre l'ordre libéral et l'oligarchie financière, et ils s'affairent à le soumettre et le punir.

Depuis le premier jour, ils n'ont jamais recherché un accord viable avec la Grèce et ont organisé son asphyxie financière (…) Leur choix a été l'humiliation et le chantage pour imposer le couteau sous la gorge, un nouveau plan drastique à la Grèce. Ces dirigeants et leur méthode sont la honte de l'Europe ! Ils ne servent que les pouvoirs financiers, quitte à s'appuyer sur l'extrême droite.

Le troisième sentiment est celui d'une très grande inquiétude pour l'avenir d'une Europe sociale.

La leçon première à tirer, est l'impérieuse nécessité de la refondation sociale et démocratique de l'UE, et son émancipation urgente des logiques financières qui l'étouffent. L'accord qui nous est soumis écarte à première vue le «grexit» qui était et qui reste l'objectif des dirigeants allemands.

Alexis Tsipras a dit hier, avec une grande loyauté à l'égard de son peuple, dans quelles conditions il a assumé un accord contraint et forcé, pour éviter ce cauchemar à la Grèce.

Je sais, que devant la brutalité de cet accord, certains en viennent à penser que le grexit ne serait plus qu'un moindre mal. Je ne le crois pas. Les Grecs non plus. Parce qu'une sortie de la zone euro ferait passer la Grèce de la crise humanitaire à l'hécatombe. Parce que toutes nos économies seraient déstabilisées. (…)

Joseph Stiglitz, prix nobel, a déclaré : « *les efforts demandés à Athènes dépassent la sévérité, ils recèlent un esprit de vengeance !* », comme si le peuple grec devait payer le prix de son insoumission. Si les exigences des créanciers sont toutes respectées, elles s'avèreront une nouvelle fois injustes socialement et empêcheront les objectifs de redressement productif du pays.

Alexis Tsipras a redit sa volonté de protéger les plus faibles et d'aller chercher de nouvelles recettes fiscales auprès de ceux qui s'enrichissent. Il a redit la nécessité absolue d'investissements productifs pour relancer l'économie et d'allègement du fardeau de la dette. **Mais tout est fait pour l'en empêcher. (...)**

Quant à la France, si le Président de la République a joué tardivement un rôle pour éviter le « grexit », elle a accepté que le prix exorbitant à payer soit fixé par Angela Merkel, qui a dicté, une fois de plus ses conditions.(…)

La bataille ne fait que commencer.(...)

Notre intérêt commun, grecs, français, espagnols, européens de toute nationalité est au contraire de pousser au changement dans toute l'Europe, de la libérer des forces libérales et des marchés financiers.

La France doit agir immédiatement pour :

• Obtenir le déblocage immédiat des liquidités de la BCE sans les soumettre à de nouvelles conditions.

• Mobiliser le plus vite possible les 35 milliards d'investissements prévus en engageant sans tarder la contribution de la France et en proposant à d'autres pays de se joindre à la création d'un fonds de développement pour la Grèce qui pourrait préfigurer un fonds de développement pour l'Europe toute entière.